

POUR DIFFUSION IMMÉDIATE

Déclaration du QCGN sur le projet de loi 84 du gouvernement du Québec en matière d'immigration

MONTRÉAL, LE 30 JANVIER 2025 – Le **gouvernement du Québec** a présenté un projet de loi vague à l'Assemblée nationale qui vise à remodeler la politique d'intégration et à mettre l'accent sur le statut de la nation québécoise et l'assimilation, sans fournir de détails clairs sur la façon dont cela sera réalisé, a déclaré aujourd'hui le **Quebec Community Groups Network (QCGN)**.

« À ce stade, la loi est faussement inoffensive, ouvrant la voie à une série de questions sur des détails non spécifiés », a déclaré **Eva Ludvig**, présidente du QCGN. « Jusqu'où ira le gouvernement? Nous ne le savons pas. Le recours à la clause dérogatoire sera-t-il nécessaire une fois que les règlements et les politiques qui les accompagnent seront présentés? Nous ne le savons pas. Comment la primauté de ce projet de loi affectera-t-elle le cadre juridique du Québec? Nous ne le savons pas. Qui décidera de ce qui est acceptable et de ce qui ne l'est pas? Nous ne le savons pas ».

L'une des principales préoccupations est que le projet de loi modifie également la **Charte québécoise des droits et libertés de la personne** afin que l'intégration aux soi-disant valeurs québécoises soit privilégiée par rapport à la protection d'autres droits fondamentaux.

Eva Ludvig a soulevé trois questions : « Pourquoi **M. Roberge** a-t-il jugé nécessaire de rendre cette loi supérieure à la Charte québécoise des droits et libertés de la personne? Cela n'est pas clair ».

« Comment le gouvernement utilisera-t-il les dispositions potentiellement coercitives concernant le financement des groupes et des activités pour déterminer l'adhésion à la loi et aux règles et politiques que nous n'avons pas encore vues? »

« Et nous ne sommes pas facétieux lorsque nous demandons si, en plus de la soi-disant police de la langue qui renforce les dispositions de la Charte de langue française, le gouvernement prévoit maintenant mettre en place une police culturelle pour renforcer les politiques et les règlements éventuels », ajoute la présidente.

Depuis 30 ans, le **Quebec Community Groups Network (QCGN)** milite et intervient contre les efforts législatifs de ce type », a déclaré la directrice générale **Sylvia Martin-Laforge**. « Nous continuerons à le faire pour que tous les Québécoises et Québécois, quelle que soit leur origine, bénéficient du même respect, de la même dignité et de la même place dans la société civile. Nous comptons participer à toute consultation qui suivra. »

« Ce projet de loi est vague et, bien qu'il fasse preuve d'un certain doigté à l'égard des valeurs culturelles et de la langue française, nous craignons que le caractère abstrait du projet de loi n'entraîne des conséquences négatives pour la société québécoise. Nous craignons que cette imprécision soit intentionnelle et qu'elle constitue un véritable danger pour notre communauté », déplore-t-elle.

Le Québec Community Groups Network (www.qcgn.ca) est une organisation à but non lucratif qui rassemble des organisations communautaires et des individus d'expression anglaise à travers le Québec. Sa mission est d'identifier, explorer et aborder les questions stratégiques qui affectent le développement et la vitalité du Québec d'expression anglaise et encourage le dialogue et la collaboration.

Pour plus de renseignements :

Geneviève Grenier, Relations avec les médias et gestion des événements
genevieve.grenier@qcgn.ca Téléphone : 514-835-2404